

DEVOIR DE RENTREE

**Chaque jour, un ministre
ou un secrétaire d'Etat
planche sur les projets
qui lui tiennent à cœur.
Chaque jour, un ministre
ou un secrétaire d'Etat
planche sur les projets
qui lui tiennent à cœur**



**J.-P. Sueur,
secrétaire
d'Etat chargé
des
Collectivités
locales.**

Mes « devoirs de rentrée » portent sur des sujets très variés qui intéressent les 36 893 collectivités territoriales, les 514 200 élus locaux et les 1 200 000 fonctionnaires territoriaux que compte notre pays... et plus particulièrement :

1. **Le statut de l'élu.** Nous mettons, avec Philippe Marchand, la dernière touche à un projet de loi très attendu sur « les conditions d'exercice des mandats locaux ». Le but est de permettre à chaque citoyen, quelle que soit sa profession, d'exercer dans de bonnes conditions des fonctions électives par un système réaliste de dédommagements et d'autorisations d'absence. Cela nous conduira aussi à rendre plus équitable les indemnités versées ici et là et à prévoir des possibilités de formation pour les élus.

2. **La solidarité à l'égard des communes rurales.** Le gouvernement s'est engagé à présenter pour le 15 octobre des mesures de solidarité financière en faveur des communes rurales. Je travaille aux formes concrètes que pourrait prendre cette solidarité.

3. **La prévention des difficultés financières.** Des exemples récents nous montrent que des collectivités peuvent connaître de réelles difficultés financières. Je travaille à la mise en place de dispositifs d'alerte, « tableaux de bord » et clignotants, qui permettraient aux élus d'être sensibilisés en temps utile.

4. **La construction statutaire.** Elle est bien engagée. La filière culturelle va sortir. Mon objectif est d'avancer rapidement pour les personnels médico-sociaux et sportifs et la police municipale.

5. **Les pompes funèbres.** Je finis par ce sujet qui paraîtra peu réjouissant en cette période de vacances, mais qui me tient à cœur. Le système actuel se caractérise trop souvent par un monopole de façade qui masque mal une vraie-fausse concurrence et qui aboutit à une réelle opacité des prix... au détriment des familles de ce pays. Une réforme est assurée.